



## **CTL 9 novembre 2021**

# **Liquidateurs pressés**

M. le président,

Vous nous convoquez ce jour pour étudier les modalités des fermetures de trésoreries au 1<sup>er</sup> septembre 2022. 10 mois en avance ! Quitte à fournir des données « sous réserve », c'est à dire que vous nous demandez un chèque en blanc. C'est dire également qu'il est à vos yeux impératif de graver dans le marbre les inacceptables fermetures.

La direction régionale comme la Direction générale n'a d'urgence que la destruction de notre administration, de nos structures, nos implantations et nos missions. Le rideau de fumée France service s'est déjà dissipé. Il n'est déjà plus question d'agents des Finances Publiques pour participer à ces accueils fourre-tout, pour remplir ces coquilles vides.

Les fermetures elles sont bien réelles. Ce sont 140 emplois des Finances publiques dans le Rhône qui vont être supprimés dans les secteurs ruraux ou péri-urbains. Tant pis pour la « France périphérique » !

L'aménagement du Territoire et le service public sont laminés.

Du point de vue des agents, la destruction de leurs cadres de travail actuels va donner lieu à une dégradation sans précédent des conditions de travail en plus de l'augmentation parfois énorme des temps de trajets domicile-travail.

Les surfaces présentées sont ahurissantes. Elles ne satisfont (St Priest) parfois même pas aux normes minimales de la Direction de l'Immobilier de l'État !

A St Priest et à Givors, comme à Villefranche et au 11<sup>e</sup> étage de la CAE on va s'entasser. Même au prix d'une utopique disparition totale des archives, les plans proposés traduisent la volonté d'économie de vos projets.

FO-DGFIP Rhône exige plus que jamais au regard de ces éléments l'abandon pur et simple de ces projets irresponsables.